

Motion CA

Depuis plusieurs mois maintenant, plusieurs collègues à Bordeaux, Nice, Clermont-Ferrand, Poitiers et Lyon sont visés par des menaces, plaintes, sanctions à des degrés divers et par diverses autorités.

On leur reproche d'avoir participé à des manifestations, des actions contre la réforme du lycée (E3C) ou d'avoir exprimé publiquement leur désaccord avec la politique gouvernementale ce qui ne serait pas conforme à l'attitude attendue d'un fonctionnaire.

Nous protestons par cette motion contre cette conception étroite et autoritariste du fonctionnariat qui confond le service au public au nom de l'Etat avec la servilité envers le pouvoir.

Nous affirmons notre droit à la liberté d'expression en tant que fonctionnaire citoyen et demandons que toutes les procédures disciplinaires en cours soient abandonnées.